De la résistance à la Révolution

RéSISTANCES

Janvier 2011. Edité par le Comité NPA d'Anglet



SOMMAIRE

Page 1 : Bonne année de luttes !
Page 2 : Aurore Martin et MAE
Page 3 : Une politique raciste et sécuritaire
Page 4 : Siemens, Smic
Page 5 : Retraites, services publics
Page 6 : Antilles, Côte d'Ivoire
page 7 : Pôle emploi, paradis fiscaux

Bonne année de luttes !

Cette année 2010 aura été riche en luttes. Dès la rentrée de septembre le mouvement contre la loi des retraites s'est intensifié, des journées d'actions se sont succédées. Des salarié(e)s, qui d'habitude ne prenaient pas part au mouvement, sont venus rejoindre les cortèges. Tout le monde se sentait concerné par cette réforme injuste et la population était largement favorable à ces journées de grève et de manifestations. Dans de nombreux endroits des assemblées générales interprofessionnelles se sont formées souvent à l'initiative de collectifs réunissant celles et ceux qui voulaient prendre leur lutte en main et discuter ensemble démocratiquement de la suite à donner au mouvement. Ici, en Pays Basque, le collectif Oldartu, créé il y a deux ans, a été à l'origine de l'A.G. interpro qui s'est réunie pendant près de trois mois. Cette AG a, de plus, largement dynamisé le mouvement en organisant des actions coup de poing ou en s'y ralliant comme l'opération escargot sur l'A64, le blocage de l'aéroport de Biarritz, l'occupation de l'immeuble de la CRAMA pendant toute une journée... tout en essayant d'étendre la grève. En 2011 les attaques vont continuer, les luttes aussi ! On peut le voir chez nos voisins européens, en Grèce où le plan d'austérité touche encore une fois de plus les plus modestes avec diminutions des prestations sociales, des pensions et des salaires, en Grande Bretagne avec le mouvement étudiant mais aussi au Portugal, en Espagne, en Irlande. Partout la crise a bon dos : on explique aux classes populaires qu'elles doivent se serrer la ceinture alors que les banques et de nombreuses grandes entreprises enregistrent des profits records ! Alors non ! Pas question d'accepter une telle situation sans réagir. Certes la loi de la réforme des retraites est votée mais il faut continuer à lutter car d'autres combats nous attendent.

Meilleurs voeux de luttes 2011!

http://comite-anglet-npa.blogspot.com
contact: capnpa@orange .fr /06 11 52 01 75

Arrêt des poursuites contre Aurore Martin !
Abrogation du mandat d'arrêt européen !

Edito

La « justice » française a osé ! Elle accepte de livrer Aurore Martin aux autorités espagnoles. Le gouvernement français est le premier gouvernement d'Europe à appliquer le mandat d'arrêt européen (MAE) à l'un-e de ses ressortissant-e-s. Aurore est poursuivie en Espagne pour avoir participé, en tant que membre de Batasuna (organisation de la gauche nationaliste interdite en Espagne mais autorisée en France) à des réunions publiques et à des conférences de presse et pour avoir publié une tribune libre dans un journal basque.

Nous dénonçons de la part des autorités judiciaires et politiques françaises cette atteinte à la liberté d'opinion et d'expression politique. Cette décision prise par le tribunal de Pau, confirmée par la Cour de cassation, est de fait politique. Alors que la gauche abertzale (nationaliste) agit et s'exprime en faveur d'une résolution démocratique, et politique du conflit au Pays Basque, les Etats espagnols et français accentuent la répression.

Ce que Madrid appelle « la lutte antiterroriste » lui sert de prétexte pour nier ce droit élémentaire qu'est le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, c'est à dire le droit d'être consulté, le droit de choisir son destin et pour accentuer la répression contre la gauche abertzale. C'est une grossière manoeuvre de diversion, utilisée comme instrument de division entre travailleurs basques et non basques, face aux mesures d'austérité particulièrement fortes prises par l'Etat espagnol. Comme les autres états au service des grands groupes financiers et industriels, il fait payer la crise au monde du travail tout en essayant de masquer la politique qu'il mène.

L'Etat français, lui même bien avancé en matière de politique sécuritaire, marche main dans la main avec l'Etat espagnol. Il faut voir dans cette application du MAE à Aurore Martin un dangereux précédent qui ouvre la voie non seulement à son application à d'autres militants basques de nationalité française - ce qui entraine de fait l'illégalisation de Batasuna dans l'Etat français - mais encore à tout militant politique, syndical, associatif de l'espace européen particulièrement en cette période de crise. A juste titre les organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé le MAE, dès sa création, comme permettant de museler les oppositions politiques... c'est ce que nous voyons aujourd'hui. De nombreuses voix (partis, syndicats, associations, élus de tous bords...) s'élèvent pour refuser l'extradition d'Aurore.

Le 29 décembre une trentaine de militant-e-s politiques et syndicaux de nationalité française (membres de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de la CNT, du NPA, d'Oldartu) ont tenu une conférence de presse à Saint Sébastien pour dénoncer le MAE et ses applications et exiger l'arrêt des poursuites envers Aurore Martin. Ils ont lu une déclaration d'Aurore sur la situation politique au Pays Basque, voulant ainsi lui donner, en Espagne même, une tribune afin de dénoncer la répression d'un droit élémentaire dont elle est victime, celui de l'expression politique. Cette conférence dans l'Etat espagnol avait aussi pour objet de montrer leur solidarité active, présente et à venir envers toutes les victimes du MAE.

Il est de la responsabilité du mouvement ouvrier de prendre cette question à bras le corps. Les appels, interventions doivent se multiplier. Il s'agit de répondre massivement aux différentes actions proposées par le collectif qui, avec Askatasuna, l'association de défense des prisonniers politiques basques, mène la campagne. Le Pays Basque sert aujourd'hui de laboratoire à l'utilisation du MAE comme outil de répression aux mains des gouvernements. Ne laissons pas faire ! Un large front d'organisations, en France mais aussi en Europe, doit engager une campagne pour exiger l'abrogation du MAE. ✪



Flicage à tous les étages

Surenchère sécuritaire sur fond de xénophobie galopante

L'adoption de la contre réforme des retraites a , comme il fallait s'y attendre, ouvert la boîte de Pandore, celle des mauvais coups et des attaques en règle contre les classes populaires.

Mise en veille depuis bientôt un an, la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, (LOPPSI2 pour faire plus court) vient d'être votée dans une quasi indifférence. Véritable mille-feuille sécuritaire qu'un Le Pen ne renierait certes pas, cette loi dresse les contours de la société voulue par Sarkozy, une société bien proche de celle décrite par George Orwell dans son fameux roman d'anticipation dénonçant les dangers du totalitarisme, « 1984 ».

La liste des dispositions liberticides de LOPPSI2 est bien trop longue pour être décrite ici même, tant les domaines abordés sont nombreux (couvre-feu pour les moins de 13 ans, filtrage du net, renforcement de la vidéo-surveillance, quasi-disparition du secret professionnel avec accroissement du contrôle social….). En fait flicage et fichage sont les deux mamelles de cette loi qui répond à deux objectifs : le premier d'instaurer un climat de peur où tout un chacun est un suspect en puissance, et le second de tenter de récupérer les précieuses voix de l'électorat frontiste en renouvelant le coup électoral de 2007.



Ce n'est pas un hasard si le vote de LOPPSI2 intervient dans le climat xénophobe entretenu par Hortefeux, ministre de l'Intérieur très logiquement condamné pour injure raciale, qui prépare de nouvelles mesures visant les étrangers et les sans-papiers. A l'instar des Roms hier, ces boucs émissaires vont de nouveau être les cibles de la politique anti-immigration injuste et absurde déjà menée auparavant. Prônant une immigration choisie, la France sarkozyenne s'apprête à expulser en masse. Là encore les objectifs sont multiples : labourer sur les terres de l'extrême droite tout en détournant l'attention du peuple sur la responsabilité des milieux financiers et des systèmes libéraux dans la crise et son amplification, les exemples de la Grèce et de l'Irlande laissant présager les faillites d'autres états, en Europe notamment. Même s'il abandonne un jour le tant décrié bouclier fiscal, il y a fort à parier que Sarkozy laissera en place un autre bouclier autrement plus important, celui destiné à protéger les classes dominantes par la mise en place d'une muraille sécuritaire.



En sera-t-il de même en cas d'alternance en 2012 ? Rien ne dit que le Parti socialiste reviendra sur un tel dispositif législatif. Il faut rappeler l'exemple des lois dites de prévention de la délinquance ayant été impulsées en leurs temps par le "socialiste" Daniel Vaillant dans le gouvernement "de gauche" de Lionel Jospin avant d'être reprise avec le brio qu'on lui connaît par l'actuel président Sarkozy. LOPPSI2, mesures racistes tous horizons, mandat d'arrêt européen, la liste n'est hélas pas exhaustive. Les mauvais coups n'ont pas fini de pleuvoir et il devient plus qu'urgent de se mobiliser contre le choix « proposé » d'une société toujours plus injuste, plus inégalitaire… et plus fliquée.✪.





Retraites complémentaires (Attention une réforme peut en cacher une autre !)

Alors que la dernière loi sur la réforme du régime de base des retraites et les luttes et polémiques qu'elle a suscitées sont dans toutes les mémoires, il est important d'attirer l'attention des salarié(e)s sur les négociations en cours concernant les retraites complémentaires. C'est un thème en général largement passé sous silence et qui, pour une grande majorité des principaux intéressé(e)s, reste assez nébuleux.

Deux organismes contribuent au régime complémentaire des retraites : l'Arrco pour les salarié(e)s en général et l'Agirc pour les cadres. Dans les pensions versées aux retraité(e)s la part complémentaire n'est pas négligeable : elle représente de 35 % à 40 % de la pension totale pour les simples salarié(e)s, et 60 % à 80% pour les cadres.

Les caisses complémentaires sont gérées paritairement par les organisations patronales et par les représentants des organisations syndicales. Au cours des années le taux des pensions n'a cessé de baisser (- 30 % en 19 ans) et l'âge de départ à la retraite, la diminution des avantages sociaux, familiaux et conjugaux sont inlassablement dans la ligne de mire du Medef. Tous ces ajustements se traduisent par des exonérations patronales au détriment des salarié(e)s (et surtout des femmes dont la pension est inférieure à celle des hommes de 40 % à l'Agirc et de 57 % à l'Arrco).

Les travailleurs sont maintenus en marge de tractations opaques entre bureaucrates syndicaux et patronat, ce qui présente «l'avantage » pour les uns et les autres d'éviter les risques d'affrontement social. L'échéance des négociations en mars 2011 et la reconduction en juin est très proche. Comment dans ces conditions peser et s'opposer sur des décisions qui nous échappent ? Un premier pas est de sensibiliser les militants syndicaux de base qui seuls peuvent faire pression sur leurs dirigeants (dont nous avons vu récemment leur capacité d'embrouille) afin de les empêcher de concocter ces plats empoisonnés.
Le second est de faire connaître et de populariser auprès des salariés les enjeux de ces négociations. Camarades, il y a du pain sur la planche ! ✪

Pour mieux casser le Service Public DES CADEAUX POUR LE PRIVÉ

Lors de la mise en place du plan Hôpital 2012 le gouvernement a opté pour un soutien financier massif à l'investissement immobilier ainsi qu'au développement des systèmes d'information dans les établissements hospitaliers, qui permettent un enregistrement plus pointu de l'activité dans le cadre de la Tarification à l'Activité (T2A). Toutefois 358 millions d'euros, soit un peu plus de 16 % de la somme totale, seront versés à des établissements privés pour financer une partie de leur programme immobilier. Cette fois-ci, c'est le budget de l'Education nationale qui va se voir amputé de 4 millions d'euros en faveur de l'enseignement privé, soit 250 postes d'enseignants en moins. Ceci est l'œuvre du très réactionnaire sénateur de Haute-Savoie, Jean-Claude Carle, bête noire des militants laïcs. C'est déjà ce triste individu qui avait été à l'origine d'une loi qui porte son nom et qui oblige les maires, sous certaines conditions, à financer la scolarité des enfants de leurs administrés inscrits dans des établissements privés d'autres communes. Cette nouvelle «offrande » à l'école privée est une provocation alors que l'on annonce près de 16 000 suppressions de postes dans l'Enseignement Public. Traditionnellement, pour répartir les moyens, on applique la règle du 1 pour 5 : pour 5 postes créés ou supprimés, 4 le sont dans le Public, 1 dans le privé. Déjà le Ministère n'avait pas appliqué la règle en annonçant 16 000 suppressions pour le public et « seulement » 1633 pour le privé. Grâce à Carle ce ne seront que 1 583 supprimés dans l'Enseignement catholique. Mais quoi de plus normal quand un Sarkozy déclare que *« dans la transmission des valeurs jamais l'instituteur ne pourrait remplacer le prêtre ou le pasteur »* ! Plus que jamais nous devons exiger que les fonds publics aillent aux services publics !✪





Siemens Health Services
Bidart : 19 emplois menacés

Les salariés de Siemens Health Services - une entreprise située à Bidart et qui est une filiale de la branche médicale du géant allemand Siemens - sont en lutte contre la suppression de 19 postes localement et 49 à l'échelle nationale. Siemens Health Services, qui est spécialisée dans la conception de logiciels pour cliniques privées et hôpitaux publics, comprend au total 130 salariés répartis sur 7 sites en France. Celui implanté sur la technopole Izarbel à Bidart est un des plus importants de l'Hexagone puisqu'il emploie à l'heure actuelle 45 personnes.

Le personnel est d'autant moins prêt à accepter des suppressions de poste et des licenciements que le groupe Siemens devrait réaliser des bénéfices record en 2011. Il craint en outre que d'ici deux ans Siemens supprime trois des sept sites existant (dont celui de Bidart) et centralise l'ensemble de ses activités santé sur Montpellier. C'est pourquoi, pour protester contre une telle réorganisation et pour demander des indemnités substantielles pour celles et ceux qui resteront sur le carreau, le personnel a débrayé à plusieurs reprises en décembre et a même occupé durant deux heures le péage de la Négresse de l'autoroute A63 en distribuant aux automobilistes un millier de tracts expliquant le sens de leur action, ce qui a été fort bien accueilli. ✪



SMIC : + 14 centimes de l'heure
Les smicards vont faire bombance !



Photothèque Rouge / Babar

Pour la cinquième année consécutive, le SMIC n'augmentera pas plus que l'inflation officielle, soit d'environ 1,6%, ce qui correspond à 14 centimes de l'heure. Qui va croire que cette misérable augmentation viendra compenser les hausses des loyers, de l'électricité, des impôts locaux pour ne donner que quelques exemples et, tout dernièrement, des assurances ? «*La stratégie des coups de pouce est inefficace pour la création d'emplois* » dit Christine Lagarde en essayant de se justifier. Comme si, depuis des années que cela dure, les patrons embauchaient malgré les diminutions de cotisations sociales (jusqu'à 1,6 fois le SMIC) dont ils bénéficient (22 milliards par an !). Aucun-e travailleur-euse n'est dupe, ni les 2,3 millions de smicards à temps complet (1073 euros nets mensuels), ni les 1,1 million qui, forcé(e)s de travailler à temps partiel, ne dépassent pas 800 euros mensuels. Ils sont en tout 3,4 millions de smicards (en fait surtout des smicardes, à 70 %) et ils représentent un cinquième des salarié-e-s.

Mais certains échappent à la galère ! Les rémunérations des patrons du CAC 40 en 2009 ont été publiées en décembre dernier : une moyenne de 3,1 millions d'euros avec des pointes de 9,2 millions pour Carlos Ghosn (Renault Nissan), de 8,3 millions pour Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis). Il paraît qu'ils ont fait des efforts puisque la moyenne représente 14 % de moins qu'en 2008 !! Décidément, nos revendications (300 euros d'augmentation pour les salaires, les retraites, les minima sociaux ; pas un revenu inférieur à 1 500 euros net) sont plus que jamais d'actualité. On sait où aller prendre l'argent, non seulement dans les rémunérations des patrons, mais aussi dans les dividendes conséquents que continuent de toucher les actionnaires. ✪



Guadeloupe-Martinique
Grève générale et répression



On se souvient du grand mouvement de grève qui, au début 2009, a secoué les Antilles. En Guadeloupe, le 4 mars 2009, un accord était signé entre les 48 organisations du LKP et les autorités et le patronat, après 44 jours de grève générale, accord qui donnait en partie satisfaction aux grévistes. Mais, après avoir organisé des états généraux bidon, le gouvernement a commencé à contre-attaquer et, avec la bourgeoisie locale, a tenté de reprendre ce qu'il avait été forcé de concéder. La même politique d'austérité, qui est imposée aux travailleurs partout sur la planète, s'est traduite en Guadeloupe par le refus d'appliquer l'accord de 2009. En signe de protestation, le 14 décembre dernier, à l'appel des organisations syndicales et du LKP, plusieurs milliers de manifestants se sont retrouvés dans les rues de Pointe-à-Pitre. La grève ne fut pas très suivie dans les entreprises privées et publiques mais ce qui est important ce sont les meetings organisés dans de nombreuses communes qui ont réuni à chaque fois entre 100 et 300 personnes, ainsi que le premier rassemblement des délégués syndicaux qui a attiré plus de 200 militants. Ceci laisse entrevoir l'esprit de lutte et de combativité qui va animer le peuple et la classe ouvrière de Guadeloupe pour l'année à venir. La bourgeoisie locale, qui jouit du soutien du gouvernement, en est consciente. Afin d'essayer de fragiliser le mouvement, elle multiplie les procédures judiciaires contre les militants dont en particulier ceux de l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéen (UGTG), le syndicat majoritaire sur l'ile. Des responsables de l'UGTG sont traduits en justice pour refus de prélèvement ADN. La justice veut rendre responsable Charly Lendo, le secrétaire de l'UGTG, de la mort accidentelle d'un cyclomotoriste en février 2009. En Martinique, Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGT Martinique (CGTM), a été assignée en justice pour une prétendue insulte raciste contre quelques "békés" exploiteurs, héritiers directs des colons blancs qui contrôlent toujours la vie économique de l'île. Notre soutien doit être sans faille face a ces agissements et à cette politique coloniale qui profite à une minorité d'exploiteurs avec la complicité du gouvernement français.

Côte d'Ivoire, Haïti
L'héritage du colonialisme



La Côte d'Ivoire, ancien fleuron de l'empire colonial français en Afrique, et Haïti, un petit état des Antilles, sont dans la tourmente. En Côte d'Ivoire le dictateur Laurent Gbagbo (dont le parti est membre - défense de rire - de "l'Internationale socialiste") s'accroche et ne veut pas remettre le pouvoir à son rival Alassane Ouattara qui a gagné les élections et qui, jadis, le fit jeter en prison. A Haïti le terrible tremblement de terre a été suivi d'un ouragan, d'une épidémie de choléra et, cerise sur le gâteau, d'élections présidentielles truquées. Ces deux pays sont situés à des milliers de kilomètres de distance l'un de l'autre. Mais ils ont ceci en commun qu'ils ont été tous les deux colonisés par la France et qu'ils en portent encore aujourd'hui les stigmates. Ils ont été pillés par la même bourgeoisie qui nous exploite ici et qui, avant de partir, a mis en selle des politiciens locaux corrompus qui n'ont en vue qu'un seul intérêt, le leur. Conséquence : Haïti est aujourd'hui un des pays les plus pauvres du monde et, en Côte d'Ivoire le pillage économique du pays a continué après l'indépendance ; les principales richesses sont toujours contrôlées, directement ou indirectement, par de grands groupes capitalistes comme Bolloré ou Bouygues. Pour le peuple haïtien, comme pour le peuple ivoirien, le passage du statut de colonie à celui d'état indépendant a nullement éradiqué la misère. Et la situation de ces pays ne pourra changer que le jour où la classe des exploités haïtiens et ivoiriens prendra le pouvoir dans ses mains et commencera à construire un monde meilleur avec l'appui de leurs frères et soeurs d'Europe, d'Amérique et du reste du monde.✪



183 jours dans la barbarie ordinaire

(en CDD chez Pôle Emploi),

Marion Bergeron,

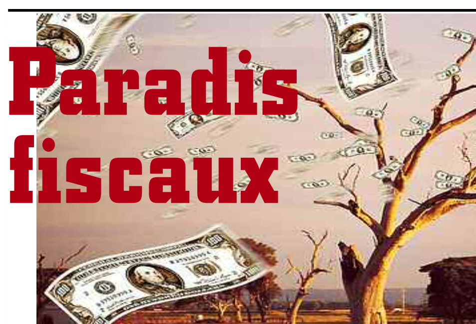
Edition Plon, collection Témoignage



Marion Bergeron est une jeune graphiste parisienne de 25 ans qui, en avril 2009, alors que ses allocations chômage touchent à leur fin, décide d'accepter un CDD de six mois dans une des agences de Pôle Emploi de la banlieue parisienne. Ce livre est donc un compte rendu, presque au jour le jour, de la galère quotidienne que devient rapidement ce travail. Placée dès son arrivée en première ligne, c'est à dire à l'accueil, elle raconte la détresse tant des gens qui s'adressent à elle que de ses collègues, les combines qui permettent à Pôle Emploi de bidouiller ses statistiques tant en terme d'accueil que



de placement, les aberrations nées de la fusion ANPE/ASSEDIC (fusion qui bien souvent n'existe que sur le papier), l'accompagnement des demandeurs d'emplois qui est de moins en moins assuré faute de personnel, les radiations sous n'importe quel prétexte des bénéficiaires d'allocations chômage, les cadences infernales que la direction impose aux conseillères et aux conseillers etc. , le tout masqué par les déclarations lénifiantes de quelques politiciens en vue de Nicolas Sarkozy à Éric Woerth, en passant par Laurent Wauquiez, Christine Hagarde et Dominique de Villepin. Surtout elle montre bien que dans une situation où le chômage de masse est là pour durer l'utilité de Pôle Emploi est plus que douteuse et sert surtout de prétexte aux Pouvoirs Publics pour affirmer qu'ils font quelque chose. Un texte assez décapant. On regrettera cependant que parfois Marion Bergeron, à l'évidence submergée par le découragement et le ras-le-bol, montre assez peu de sympathie et d'empathie tant à l'égard de ses collègues que de ceux et celles qu'elle a reçu(e)s à son guichet d'accueil.



Coucou les revoilà !



Il y a tout juste un an, c'était le 6 janvier 2010, Sarkozy annonçait tout fier à la télévision : "Les paradis fiscaux, c'est fini !". On n'était évidemment pas obligé de le croire sur parole. Et voilà qu'aujourd'hui une dangereuse organisation éminemment subversive - le "Comité catholique contre la fin et pour le développement"- vient de publier un rapport qui affirme que "la lutte contre les paradis fiscaux est restée lettre morte depuis le début de la crise" et que onze grands groupes français détiennent un millier de filiales dans soixante paradis fiscaux. Parmi ces groupes quelques fleurons du CAC 40 dont Axa, Total, BNP Paribas, France Télécom, GDF Suez, Peugeot, Saint-Gobain... A force de menacer les capitalistes avec un sabre en bois et de leur faire les gros yeux - avant de dîner avec eux au Fouquet's - le Président de la République finira bien par leur faire peur. Si, si, c'est promis !

